

AVIS DE CONSULTATION POUR LA DEMANDE DE COTATION EN PROCEDURE D'URGENCE

N° 001604 ACDCPU/MINAT/CIPM/2022 DU 25 MAI 2022
POUR L'ACQUISITION DU MATERIEL DE MAINTENANCE INFORMATIQUE ET EQUIPEMENTS RESEAUX PROFIT DU MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE

1- OBJET DE LA CONSULTATION

Le Ministre de l'Administration Territoriale, Maître d'Ouvrage, lance, pour le compte du Gouvernement de la République du Cameroun, un Avis de Consultation pour une Demande de Cotation en Procédure d'Urgence en vue de la fourniture du matériel de maintenance informatique et équipements réseaux au profit du Ministère de l'Administration Territoriale.

2- CONSISTANCE DE LA PRESTATION

La prestation, objet de la présente Demande de Cotation consiste en la fourniture du matériel et équipements dont les caractéristiques sont mentionnées sur la pièce N°5 du Dossier de Cotation.

3- PARTICIPATION

La participation à cette consultation est ouverte, à égalité de conditions, aux entreprises de droit camerounais installées sur le territoire national et ayant une expérience avérée dans le domaine de cette prestation.

4- COUT PREVISIONNEL

Le coût prévisionnel du projet est de quinze millions (15 000 000) de francs CFA.

5. DELAI D'EXECUTION

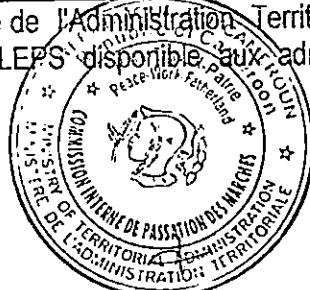
Le délai de livraison est de quatre-vingt-dix (90) jours, à compter de la date de notification de l'ordre de service prescrivant la fourniture des licences des logiciels propriétaires et antivirus.

6-FINANCEMENT

La fourniture objet de la présente Demande de Cotation est financée par le Budget d'Investissement Public (BIP) du Ministère de l'Administration Territoriale au titre de l'exercice 2022, Imputation : 56 07 164 03 320018 361313.

7- CONSULTATION DE LA DEMANDE DE COTATION

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté dès publication du présent avis, aux heures ouvrables, auprès du Ministère de l'Administration Territoriale, Direction des Ressources Financières et Matérielles, Sous-direction du budget, Service des Marchés Publics, 2^{ème} étage, Porte 214: 222 22 66 01, et la version électronique sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> dès publication du présent avis par voie de presse écrite, voie d'affichage dans les locaux du Ministère de l'Administration Territoriale, ainsi que dans le Journal des Marchés de l'ARMP et sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.



8- ACQUISITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Dossier de Demande de Cotation peut être retiré, dès publication du présent avis par voie de presse écrite et par voie d'affichage, dans les locaux du Ministère de l'Administration Territoriale, Service des Marchés Publics, 2ème étage, porte 214, ainsi que dans le Journal des Marchés de l'ARMP, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme de trente mille (30 000) FCFA représentant les frais d'achat du dossier.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

9- TAILLE ET FORMAT DU FICHIER

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le soumissionnaire candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

10- DEPOT DES OFFRES

Pour la soumission hors ligne, les offres, rédigées en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels, conformes aux prescriptions du Dossier de Cotation, devront être déposées contre récépissé au Ministère de l'Administration Territoriale, Direction des Ressources Financières et Matérielles, Sous-direction du budget, Service des Marchés Publics, 2ème étage, porte 214, au plus tard le 15 JUIN 2022 à 14 heures précises, heure locale, portant les mentions suivantes :

AVIS DE CONSULTATION POUR LA DEMANDE DE COTATION EN PROCEDURE D'URGENCE
N° 001604 ACDCPU/MINAT/CIPM/2022 DU 25 MAI 2022

POUR L'ACQUISITION DU MATERIEL DE MAINTENANCE INFORMATIQUE ET EQUIPEMENTS RESEAUX
PROFIT DU MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE
« À N'OUVRIR QU'EN SÉANCE DE DÉPOUILLEMENT »

Pour la soumission en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 15 JUIN 2022 à 14 heures 00. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

11- CAUTION DE SOUMISSION

Les offres devront être accompagnées d'une caution de soumission de trois cent mille (300 000) francs CFA.

Cette caution sera délivrée par une banque de premier ordre ou par un établissement financier agréé (e) par le Ministère en charge des Finances. Le délai de validité de cette caution est de trente (30) jours, au-delà de celui des offres.

12- OUVERTURE DES OFFRES

L'ouverture des plis se fera en un temps, le 5 JUIN 2022 à 15 heures précises, heure locale, dans la salle de conférences du Ministère de l'Administration Territoriale, par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du MINAT, siégeant en présence des soumissionnaires qui le désirent ou de leurs représentants, dûment mandatés.



Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Dossier de Demande de Cotation sera déclarée irrecevable.

13. - CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES

13.1- Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires sont les suivants :

- ✓ dossier administratif incomplet ou non conforme en cas de non régularisation dans un délai de quarante-huit heures accordé aux soumissionnaires ;
- ✓ fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- ✓ absence de déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire certifie n'avoir pas abandonné de Marché au cours des trois (03) dernières années, mais aussi, qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le MINMAP ;
- ✓ omission d'un prix unitaire quantifié dans le bordereau des prix unitaires;
- ✓ absence de prospectus ou fiche technique avec photos en couleur des fournitures proposées ;
- ✓ offre n'ayant pas satisfait à au moins 75% de l'ensemble des critères essentiels ;
- ✓ absence ou présentation d'une caution de soumission non conforme ;
- ✓ Non-conformité du mode de soumission ;
- ✓ Non-respect du format de fichier des offres ;
- ✓ Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS.

13.2-Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées suivant les critères essentiels détaillés dans la grille d'évaluation. Ces critères essentiels portent sur les éléments ci-après :

- la présentation des offres ;
- les caractéristiques techniques des fournitures proposées ;
- les références du soumissionnaire ;
- la capacité financière, supérieure ou égale à cinq millions (5 000 000) de FCFA ;
- le délai de livraison.

14- DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Le soumissionnaire reste engagé par ses offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours, à compter de la date de dépôt des offres.

15- RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables, au Ministère de l'Administration Territoriale, Service des Marchés Publics, 2^{ème} étage, porte 214, Tel : 222.22.66.01 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses :<http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

16- ASSISTANCE TECHNIQUE

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.



17. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MAUVAISES PRATIQUES.

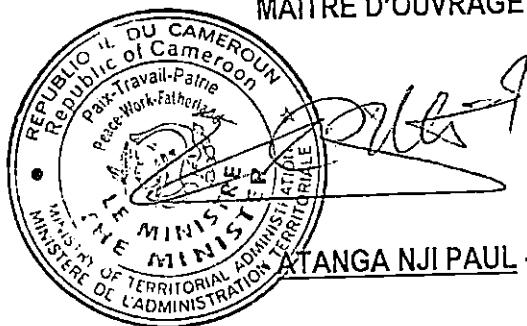
Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48. /-

Yaoundé, le 25 MARS 2022

AMPLIATION :

- MINMAP
- DG/ARMP
- CPM/MINAT
- PRESSE/SOPECAM
- ARCHIVES/CHRONO ARCHIVES
- AFFICHAGE

LE MINISTRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE,
MAITRE D'OUVRAGE





NOTICE OF CONSULTATION FOR A REQUEST FOR QUOTATION IN EMERGENCY PROCEDURE

N° 001604 / NCRQEPMINAT/ITB/2022 OF 25 MAI 2022 FOR THE
ACQUISITION OF COMPUTER MAINTENANCE EQUIPMENT AND NETWORK EQUIPMENT IN THE
MINISTRY OF TERRITORIAL ADMINISTRATION.

1. PURPOSE OF THE CONSULTATION:

The Minister of Territorial Administration, Project Owner, hereby launches on behalf of the Government of Cameroon, the Request for Quotation in Emergency Procedure for the acquisition of computer maintenance equipment and network equipment in the Ministry of Territorial Administration.

2. NATURE OF THE SUPPLY

The services subject to this request for quotation consist of the supply of computer maintenance equipment and network equipment as described in part 5 of the present request for quotation.

3. PARTICIPATION

Participation in this request for quotation shall be opened, on equal terms, to enterprises based within the National Territory with proven experience in the field of provision of this service.

4. ESTIMATED COST

The estimated cost of the project is fifteen million (15,000,000) CFA francs, including all taxes.

5. EXECUTION DEADLINE

The maximum execution deadline shall be ninety (90) days, with effect from the date of notification of the Service Order prescribing the supply of licenses for proprietary and antivirus software.

6. FINANCING

The supply related to this request for quotation shall be financed by the Public Investment Budget of the Ministry of Territorial Administration for the 2022 financial year, budget allocation : 56 07 095 07 340020 2011.

7. CONSULTATION OF A REQUEST FOR QUOTATION

Documents for the request for quotation shall be consulted free of charge during working hours at the Public Contracts Service, second (2nd) floor, room 214, Tel. 222 22 66 01 and the digital version on the COLEPS platform available at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, as soon as this notice is published.



8. ACQUISITION OF A REQUEST FOR QUOTATION

Documents related to this request for quotation shall be obtained upon presentation of a receipt of payment of a non-refundable sum of thirty thousand (30,000) CFA francs, issued by the Public Treasury and representing the cost of the file, following the publication of this notice from the Public Contracts Service, second (2nd) floor, Room 214 of the Ministry of Territorial Administration and "Journal Des Marchés" of the Public Contracts Regulatory Agency.

It is also possible to obtain the invitation to tender by downloading it freely on the COLEPS platform available at the aforementioned electronic addresses. However, the online submission is conditioned by the payment of the purchase costs of the invitation to Tender.

9. SIZE AND FORMAT OF FILES

For online submission, the maximum size of the documents which will transit on the platform and constituting the offer of the bidders are as follows:

- 5 Mo for the Administrative offer;
- 15 Mo for the Technical offer;
- 5 Mo for the financial offer.

The accepted formats are PDF format for texts and JPEG for Images.

The bidder will ensure he uses compression software in a bid to eventually reduce the size of the files to be transmitted.

10. SUBMISSION OF BIDS

Each bid, drafted in English or French in seven (07) copies including one (01) original and six (06) duplicates labeled as such in conformity with the specifications of the request for quotation shall be submitted to the Ministry of Territorial Administration, Public Contracts Service, second (2nd) floor, Room 214, latest on 15 JUN 2022, at 2.00p.m Prompt, local time and bearing the following indication:

NOTICE OF CONSULTATION FOR A REQUEST FOR QUOTATION IN EMERGENCY

PROCEDURE

N° 831101 / NCRQEPMINAT/ITB/2022 OF 25 MAY 2022 FOR THE ACQUISITION OF
COMPUTER MAINTENANCE EQUIPMENT AND NETWORK EQUIPMENT IN THE MINISTRY OF
TERRITORIAL ADMINISTRATION.

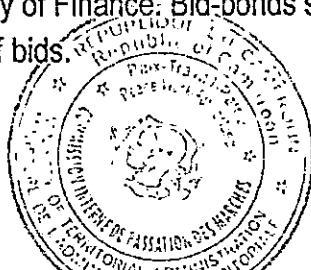
«TO BE OPENED ONLY DURING THE BID-OPENING SESSION »

For online submission, the bid's document will be transmitted by the bidders on the COLEPS platform not later than 15 JUN 2022 at 2:00 PM. A back up copy of the bid saved to a USB or a CD/DVD will be transmitted under a sealed envelope with a clear indication stating "back up copy", in addition to the above mention and within the given timeframe.

11. BIDS – BOND

Each bidder ~~shall~~ include, in his administrative file, a bid-bond of ~~three~~ hundred thousand (300,000) CFA francs.

This bid-bond shall be issued by a first class bank authorized by the Ministry of Finance. Bid-bonds shall be valid for a period of thirty (30) days from the deadline set for the submission of bids.



12. OPENING OF TENDERS

Bids shall be opened in a single phase, on _____, at 3.00p.m local time, at the Conference Hall of the Ministry of Territorial Administration, by the Internal Tender's Board of the Ministry of Territorial Administration. The Board shall carry out the opening of bids in the presence of interested bidders or their duly mandated representatives having perfect knowledge of the file. Bids not in conformity with the request for quotation shall be rejected.

13. EVALUATION CRITERIA

13.1 Eliminatory Criteria

The eliminatory criteria shall include:

- incomplete or non-compliant administrative file in case of non-regularization within **forty-eight (48)** hours given to bidders.
- false declaration or forged documents;
- absence of the commitment signed by the bidder not to have abandoned any contract for the last three (03) years and not feature on the list of failing companies annually established by the Ministry of Public Contracts (MINMAP);
- lack of the quantified unit price in the financial statement of the bid;
- absence of leaflet or technical fact sheet with pictures of proposed supplies;
- technically, marks below seventy-five (75%) per cent of the essential criteria.
- absence or submission of a non-conforming bid bond;
- non conformity of the submission mode;
- non-respect of the formats of bid files (for bids submitted digitally);
- absence of a backup copy where the COLEPS platform mal functions.

13.2 ESSENTIAL CRITERIA

Technical bids shall be evaluated following the binary system and shall consist of the essential criteria labeled on the evaluation table with the following points:

- general presentation of bids ;
- technical characteristics of proposed supplies;
- experience of the bidder ;
financial capacity not less than five million (5,000,000) CFA francs.
- delivery timeframe.

14. VALIDITY OF BIDS

Bidders shall remain bound by their bids for a period of **ninety (90) days**, with effect from the deadline set for the submission of bids.

15. ADDITIONAL INFORMATION

Further information shall be obtained during working hours from the Ministry of Territorial Administration, Department of Financial and Material Resources, Sub-Department of Budget , Public Contracts Service, second (2nd) floor, room 214 and phone number: 222 22 66 01 and the digital version on the COLEPS platform available at <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.



16. TECHNICAL ASSISTANCE

To obtain technical assistance, in case of problems linked with the use of the platform, call (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or write an email to dsi@minmap.cm.

17. FIGHT AGAINST CORRUPTION AND MALPRACTICES

For any attempt of corruption or malpractices, please call or send an SMS either to the National Anti-Corruption Commission (CONAC) to 1517, or the Ministry of Public Contracts (MINMAP) through the following numbers (+237) 673 20 57 25 and (+237) 699 37 07 48./-

Yaoundé, the 25 Mai 2012

AMPLIATIONS

- MINMAP/
- DG/ARMP
- CITB/MINAT
- BILL BOARD
- PRESS/ (SOPECAM)
- ARCHIVES /CHRONO.

THE MINISTER OF TERRITORIAL ADMINISTRATION,
PROJECT OWNER

